

# 70 enfants dorment à la rue au Havre : "comment pouvons-nous accepter cela ?"

À l'appel du Réseau Éducation Sans Frontière du Havre ([Seine-Maritime](#)), une mobilisation s'est tenue ce mercredi 11 décembre 2024 pour alerter sur le sort des enfants à la rue.



Ce soir, Martina\* pourra dormir à l'abri, au gymnase Monod, au [Havre](#) ([Seine-Maritime](#)), ouvert jusqu'au dimanche 15 décembre 2024, sur décision de l'État. En danger dans son pays, cette mère de famille est arrivée d'[Angola](#) avec ses trois enfants de 10, 12 et 14 ans en 2023. Deux sont scolarisés au collège, le dernier en primaire.

"Pour les enfants, c'est très difficile. Ils dorment dehors, il fait très froid, ils arrivent à l'école très fatigués", souffle cette femme convoquée début janvier pour régulariser sa situation. "On contacte sans arrêt le 115" (numéro unique pour une mise à l'abri d'urgence, NDLR).

À l'appel du Réseau éducation sans frontières, une mobilisation s'est tenue ce mercredi 11 décembre 2024 devant l'Hôtel de Ville du Havre, rassemblant plusieurs syndicats enseignants et associations de solidarité, afin d'alerter sur la situation des enfants à la rue.

Un nombre d'enfants à la rue en hausse

« Nous sommes intervenus l'an dernier au conseil municipal pour exiger que des solutions soient trouvées pour une soixantaine d'enfants à la rue. Rien n'a été mis en place », fustige Christelle Talbot, militante du réseau qui se mobilise pour le droit au logement et à l'éducation. « Aujourd'hui, nous exigeons des solutions pour les 70 enfants à la rue que nous avons recensés. »

Un chiffre en augmentation, donc, correspondant à une vingtaine de familles sans logement fixe, qui dépendent essentiellement du 115. « Sauf qu'il n'y a pas assez de places », poursuit cette enseignante de premier degré, dans un établissement situé à Bléville.

[Au Havre, des enfants de sans-papiers « dorment dans des caves » : des assos alertent](#)

« Ces familles doivent compter sur la solidarité et n'ont parfois pas d'autre choix que de se réfugier dans les halls de l'hôpital ou les caves d'immeubles. Nous voulons que la mairie prenne ses responsabilités pour que l'État fasse respecter la loi. Des logements vacants, il y en a, notamment dans des écoles, collèges et lycées. Nous demandons qu'ils soient mis à disposition de ces familles », pointe cette militante qui a connaissance de cinq familles, dont les enfants sont à la rue rien que dans le groupe scolaire dans lequel elle travaille.

Une période de froid

La période choisie n'est pas un hasard. « Dans dix jours, ces enfants vont rester dehors pendant deux semaines (pendant les vacances de Noël, NDLR), sans endroit où se poser, et ils passeront Noël dans le froid », déplore Perrine Pfeffer, militante RESF et enseignante au collège Jules-Vallès de Caucriauville. « L'école leur permet d'avoir un répit dans la journée, d'être au chaud. En tant qu'enseignants, comment pouvons-nous accepter cela ? Comment peut-on leur demander d'avoir leurs affaires ou de faire leurs devoirs ? Nous avons des exigences scolaires qui contredisent totalement leurs conditions de vie. »

[Le Havre. Sans-papiers et sans logement, ils s'unissent pour se faire entendre](#)

Parmi les associations présentes, des représentants d'Amnesty International, des Restos du Cœur, de Femmes Solidaires ou encore de l'Association havraise de solidarité et d'échanges avec tous les immigrés (AHSETI).

Ces derniers, membres du réseau et très souvent en contact avec les mêmes familles, dénoncent notamment des procédures qui tardent et les difficultés rencontrées pour obtenir des rendez-vous à la sous-préfecture. « Avant, cela prenait quatre mois, mais maintenant, il faut attendre dix mois avant que le dossier de renouvellement soit étudié », illustre Jacques Le Cronc, de l'AHSETI qui pointe de nombreux freins à la régularisation des sans-papiers.

\*prénom d'emprunt

Suivez l'actualité du [Havre](#) sur notre chaîne WhatsApp et sur notre compte TikTok